

## **ANNEXE 9**

# **CONVENTION PORTANT DELEGATION TEMPORAIRE DE LA COMPETENCE DE TRANSPORT ROUTIER INTERURBAIN ET FIXANT LES FLUX FINANCIERS POUR L'ANNEE 2017**

**ENTRE**

### **LA REGION CENTRE – VAL DE LOIRE**

Hôtel de Région - 9, rue Saint-Pierre Lentin – CS 94117, 45041 ORLEANS CEDEX 1  
représentée par Monsieur François BONNEAU en qualité de Président du Conseil Régional, dûment  
habilité par délibération du conseil régional n° [xxx] en date du 15 décembre 2016.

**Désignée ci-après sous le terme « la Région »**

**D'une part,**

**ET**

### **LE DÉPARTEMENT DU LOIRET**

Hôtel du Département – 15 rue Eugène Vignat – BP 2019, 45010 Orléans Cedex 1  
représenté par Monsieur Hugues SAURY en qualité de Président du Conseil départemental du Loiret,  
dûment habilité par délibération de Conseil départemental n°[...] en date du 16 décembre 2016.

**Désigné ci-après sous le terme « le Département »**

**d'autre part,**

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, notamment son article 15,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 1111-8 et R. 1111-1 et suivants,

Vu la délibération du conseil Régional n°15.05.05 du 18 décembre 2015 portant délégation à la commission permanente,

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 2 avril 2015 portant délégation de compétence à la Commission permanente,

## **PREAMBULE**

L'article 15 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe, a entériné le transfert des services routiers non urbains, réguliers et à la demande, et les services de transports scolaires des départements vers les régions, à l'exclusion des services de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires.

En outre, les régions auront la responsabilité, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, de la construction, de l'aménagement et de l'exploitation des gares routières publiques de voyageurs relevant des départements. Elle fera l'objet d'une convention spécifique.

Il est toutefois prévu un calendrier de transfert distinct pour les deux types de services de transport. En effet, le 1<sup>er</sup> janvier 2017, les régions seront les autorités organisatrices de transport routier interurbain alors que ce n'est seulement que le 1<sup>er</sup> septembre 2017 qu'elles seront compétentes en matière de transport scolaire.

Ce calendrier distinct tend à renforcer les difficultés du transfert des compétences de transport à la Région dans la mesure où les services de transport routier interurbain et scolaire sont étroitement imbriqués et souvent exploités par les mêmes opérateurs dans le cadre d'un contrat d'exploitation unique.

Ce constat conduit à conclure qu'une dissociation des dates d'exercice pleine et entière des compétences nouvellement transférées à la Région risque d'affecter la continuité du service public pour les usagers.

Ainsi, une délégation temporaire de compétences entre la Région et le Département devrait éviter d'entraîner un bouleversement considérable dans l'organisation des services de transports routiers interurbains et devrait permettre d'assurer la continuité des services de transport tout en offrant la possibilité à la Région d'appréhender les modalités d'exercice de sa compétence.

Dans ces conditions, il apparaît préférable que la Région Centre-Val de Loire délègue temporairement la compétence de transport routier interurbain, qui lui sera transférée au 1<sup>er</sup> janvier 2017, au Département du Loiret.

La présente délégation de compétence entre la Région et le Département prend en compte les délégations existantes entre le Département et d'autres autorités organisatrices de transport, listée à l'article 11.

Ainsi, la présente convention a pour objet de déterminer les modalités de cette délégation temporaire de compétences entre la Région et le Département conformément aux dispositions des articles L. 1111-8, qui permet à une collectivité territoriale de déléguer par convention à une autre collectivité territoriale l'exercice d'une compétence dont elle est attributaire en son nom et pour son compte, et R. 1111-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales qui en définit les modalités.

**IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI T :**

## **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention définit notamment les modalités opérationnelles, techniques et financières de l'exercice de la compétence de transport routier interurbain déléguée temporairement par la Région au profit du Département à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, ainsi que les modalités organisationnelles pour la préparation de la rentrée scolaire 2017 entre la Région et le Département.

## **ARTICLE 2 : COMPETENCE DELEGUEE**

Le Département assure, sur l'ensemble de son territoire, au nom et pour le compte de la Région :

- L'organisation et le fonctionnement des services routiers non urbains, réguliers ou à la demande, à l'exclusion des services de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires, pour lesquels il est directement compétent ;
- L'exploitation et la maintenance courante de la gare publique routière de voyageurs d'Orléans. Une convention particulière précisera les conditions de mise à disposition ultérieure de la gare routière, après le 31 août 2017 ;
- L'entretien des points d'arrêts de transport destinés à faciliter la prise en charge ou la dépose des passagers de services réguliers.

## **ARTICLE 3 : DUREE**

La présente délégation est consentie pour une durée de huit mois ; elle prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 et arrive à échéance le 31 août 2017 à minuit. Les comptes de compensation financière seront clôturés au 31 décembre 2017 afin de permettre la vérification des dépenses et recettes sur la totalité de la délégation de l'exercice de la compétence.

## **ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA REGION**

La Région est responsable de la politique générale des services de transports routiers interurbains réguliers ou à la demande à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017. Elle s'engage à maintenir le niveau de service, la tarification et la communication existants sur la période concernée.

A ce titre, elle s'engage à assurer pendant la délégation de compétences :

- Un rôle de coordination stratégique entre les six départements ;
- Un rôle de validation du niveau de service proposé par le Département pour l'année 2017 ;
- Le financement des services de transports interurbains réguliers et à la demande à travers la compensation versée par la Région au Département au titre de la délégation de compétence dans les conditions fixées à l'article 8 de la présente convention.

## **ARTICLE 5 : OBJECTIFS A ATTEINDRE**

Le Département, autorité délégataire, s'oblige à atteindre les objectifs suivants :

- Poursuivre l'organisation des lignes des services routiers non urbains réguliers et à la demande sur son territoire ;
- Désigner les exploitants ou poursuivre l'exécution des contrats conclus au titre de l'exploitation des services de transports routiers non urbains, jusqu'au paiement direct du prestataire par le Département; à ce titre, le Département reste donc titulaire du contrat unique de DSP jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2017;
- S'assurer de l'exploitation des services de transport selon les principes de fonctionnement du service public (continuité, égalité, accessibilité...);
- Assurer l'alimentation et la mise à jour des bases de données et la gestion des logiciels métiers
- Assurer l'information aux usagers, y compris via internet ;
- Proposer le niveau de service sur le territoire départemental à la Région pour l'année 2017 ;
- Adopter et appliquer le règlement applicable aux usagers ;
- Concourir aux ajustements du plan de transports dans le Département pendant la durée de la convention ; Instruire les inscriptions aux abonnements, délivrer et contrôler les titres de transport sur son territoire de compétence déléguée ;
- Assurer la gestion de proximité des services de transport auprès des usagers, Examiner les conditions de leur satisfaction ;

- S'assurer de la bonne exécution des services et des prescriptions contractuelles par les exploitants ;
- Assurer le contrôle du service fait et le bien fondé des factures qui lui sont adressées et dont il effectue le paiement ;
- Gérer les éventuelles recettes commerciales dans le respect des règles de la comptabilité publique et en lien avec les payeurs départementaux ;
- Assurer la gestion des gares routières et l'exploitation des points d'arrêts routiers en assurant notamment leur maintenance et le respect des règles de sécurité ;
- Appliquer les règles et principes tarifaires en vigueur dans le Département.

## **ARTICLE 6 : INDICATEURS DE SUIVI DES OBJECTIFS ET REPORTING**

L'autorité délégente et l'autorité délégitaire s'entendent communément sur les indicateurs trimestriels suivants :

- Fréquentation par ligne et par titre,
- Fréquentation de chaque ligne de TAD,
- Nombre d'abonnés scolaires par ligne,
- Recettes par service, par ligne et par titre,
- Production en km par ligne,
- Evénements marquants ayant impacté le service (climat, accident, pannes...),
- Qualité du service, donc indicateurs de ponctualité par ligne, synthèse des réclamations des usagers,
- Etat des demandes de paiement, des dépenses acquittées et des recettes perçues.

Le Département transmettra à la Région, les tableaux de bord trimestriels transmis par le prestataire dans le cadre de sa mission tels que prévus au contrat, dès leur réception, soit première quinzaine de mai pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2016-2017 (janvier à mars 2017), et première quinzaine d'août pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2016-2017 (avril à juin 2017).

Lorsqu'un plan de viabilité hivernale est mis en œuvre, ou lorsque des mesures urgentes sont mises en œuvre par le Département ayant une incidence sur le service quelle qu'en soit la cause (climatique, accident...), le Département tient informé la Région de la situation, de son évolution, des mesures engagées et des conséquences pour le service et les usagers.

## **ARTICLE 7 : MOYENS DE CONTRÔLE**

Le Département facilitera l'exercice de contrôles, notamment financiers et organisationnels, réalisés par la Région, requis pour évaluer la réalisation correcte de la délégation de compétences mentionnée ci-dessus.

À cet égard, il mettra à la disposition des agents mandatés par la Région tous les documents comptables afférents à la délégation de compétence, courriers, comptes rendus et tous autres documents qui concernent l'exercice de cette compétence.

La Région et le Département se rencontreront à échéance régulière afin de suivre l'évolution de la présente convention et l'exploitation des services publics subséquents.

Outre le suivi de la présente convention, ces rencontres permettront aux parties de se concentrer sur les projets stratégiques ayant un impact financier important.

## **ARTICLE 8 : CADRE FINANCIER DE LA DELEGATION DE COMPETENCE**

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 août 2017, le Département s'acquitte de l'ensemble des dépenses relatives à l'activité transport (interurbain et scolaire).

Afin de financer, jusqu'au 31 août 2017, l'exercice d'une part de la compétence déléguée (transport routier interurbain) et d'autre part de la compétence du transport scolaire, il est convenu que la Région reverse au Département 8/12<sup>ème</sup> de 25 points de la CVAE 2017 soit 32 646 191 €. Ce versement sera réalisé mensuellement par douzième sur les 8 premiers mois de l'année 2017. Le montant de CVAE 2017 retenu est celui évalué en novembre 2016 et transmis par la DGFIP.

A compter du 1<sup>er</sup> septembre 2017 le Département continue d'honorer l'ensemble des paiements inhérents à la période d'activité précédant le 1<sup>er</sup> septembre 2017, quelle que soit la date d'arrivée des factures. De la même façon, le Département continue de percevoir les recettes liées à l'activité précédant le 1<sup>er</sup> septembre 2017.

Enfin, au titre des 4 derniers mois de l'année 2017, la Région versera au Département 4/12<sup>ème</sup> de la différence entre le produit de 25 points de CVAE (montant 2016) et la charge nette globale arrêtée par le Préfet à l'issue des travaux de la CLERCT. Ce versement interviendra par douzième sur les quatre derniers mois de l'année 2017.

## **ARTICLE 9 : MOYENS DE FONCTIONNEMENT**

Le Département prend à sa charge des moyens matériels identiques à ceux de l'année précédente pour exercer le fonctionnement courant de la compétence : locaux, mobiliers, fluides, consommables.

Le Département poursuit l'exercice de la compétence déléguée dans une organisation interne et avec des moyens humains similaires, que ce soit au quotidien pour intervenir sur les points d'arrêts que dans des situations particulières : viabilité hivernale, situation d'urgence quelle que soit sa cause (événement climatique, accident...).

## **ARTICLE 10 : MOYENS HUMAINS**

Compte tenu de l'imbrication forte des missions relatives au transport interurbain et au transport scolaire, la Région et le Département conviennent de retenir une date unique de transfert pour le personnel.

Le personnel du Département, qu'il s'agisse de fonctionnaires ou d'agents publics non titulaires, exécute les missions d'organisation des services de transport délégués, telles qu'elles sont définies à l'article 2, sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du département pendant la durée de la délégation de compétence du 1<sup>er</sup> janvier au 31 août 2017.

La Région et le Département conviennent de procéder au transfert global des agents publics du service départemental de transports à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2017, date du transfert de la compétence « transport scolaire ».

La convention de transfert qui sera conclue après avis des comités techniques de la Région et du Département précisera les modalités de ce transfert conformément à l'article 114 de la loi du 7 août 2015

Pendant la durée de la présente convention, le Département assure la rémunération, l'évaluation des agents et de façon générale la gestion de leur carrière.

## **Article 11 : MOYENS TECHNIQUES**

Dans le cadre du transfert des moyens techniques à la Région, une convention spécifique à intervenir dans les 6 premiers mois de 2017 précisera les modalités de transfert ou de mise à disposition des biens meubles et des équipements indispensables au service, notamment les poteaux d'arrêts.

## **ARTICLE 12 : SORT DES CONTRATS D'EXPLOITATION EN COURS D'EXECUTION**

Les parties à la délégation s'engagent dans une démarche commune auprès des opérateurs de transport liés contractuellement à la Région pour organiser la substitution du Département à celle-ci dans ces contrats pour la durée de la délégation consentie.

Les contrats nécessaires à l'exercice de la compétence, transférée à compter du 1<sup>er</sup> janvier à la Région, qui sera substituée dans les droits et obligations du Département en vertu de l'article 133 de la loi NOTRe sont les suivants :

- **Marché d'acquisition, d'installation de mobilier d'arrêt et prestations associées d'entretien, de maintenance et de pose d'information verticale**

Une convention ad hoc précisera les modalités de gestion des abribus dans le cadre du transfert de la compétence.

En fonction du choix retenu sur la gestion future des abribus (Mise à disposition de la Région ou conservation au Département), un avenant de scission du contrat pour gérer les abribus de façon indépendante sera mis en œuvre avec le titulaire.

<b>Nom et numéro</b>	<b>Attributaire</b>	<b>Durée</b>	<b>Echéance</b>	<b>Prolongation</b>
Marché d'acquisition, d'installation de mobilier d'arrêt et prestations associées d'entretien, de maintenance et de pose d'information verticale	Clear Channel	12 ans (notification : 15 juin 2007)	14 juin 2019	

Le Département est chargé, pour le compte de la Région, de gérer, de suivre et de contrôler l'exécution de ce contrat conformément à l'article 2. Dans le cadre de l'exécution de ce contrat, toute décision qui aurait un impact financier est soumise à l'accord préalable de la Région.

➤ **Délégation de Service Public pour la gestion et exploitation des services départementaux de transport de voyageurs**

La Délégation de service public étant mixte, intégrant à la fois le transport interurbain, le transport à la demande (TAD), le transport scolaire et une partie du transport des élèves handicapés, elle sera transférée à la Région au 1<sup>er</sup> septembre, le Département conservant donc l'exécution de ce contrat dans son intégralité entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 août 2017.

Néanmoins, conformément à la loi NOTRe qui confie au 1<sup>er</sup> janvier 2017 la compétence du transport interurbain et du TAD à la Région, le Département exécute ses obligations contractuelles pour le compte et sous le contrôle de la Région en ce qui relève du transport interurbain et du TAD.

A cette fin, toute modification du contrat, toute mise en œuvre d'une clause au contrat ayant un impact financier sur la partie interurbaine et TAD du contrat, notamment relevant de l'article 15 relatif aux modifications de la consistance des services, de l'article 30 relatifs aux tarifs, de l'article 31.5 relatif à la révision, ou tenant à en modifier les conditions d'exécution, notamment ses articles 40 à 43 sur la résiliation, ne peuvent être mise en œuvre qu'après accord express de la Région.

Le Département transmettra à la Région dès leur réception l'ensemble des éléments de reporting transmis par le délégataire tels que prévus aux articles 34 à 36.

➤ **Marché de contrôle technico-commercial, d'évaluation de la qualité de la Délégation de Service Public et marché de contrôle des éléments financiers de la DSP**

Ces deux marchés étant liés à la DSP, le Département conserve l'exécution de ces contrats dans leur intégralité entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 août 2017.

Celui relatif au contrôle technico-commercial expirant au 31 août 2017, et celui sur le contrôle financier faisant partie d'un accord-cadre du Département, aucun ne sera transféré à la Région.

Le Département transmettra à la Région dès leur réception l'ensemble des éléments transmis par les prestataires dans le cadre de leur mission.

Conformément à l'article 2.2 du CCTP du marché de contrôle des éléments financiers de la DSP (annexe 1 du marché subséquent n°4), le Département confiera au prestataire de dresser le bilan technico-commercial et financier de la DSP dans son ensemble sur la période 2009-2016, associera la Région aux différentes réunions de déroulement de la mission et lui transmettra tous les documents intermédiaires et finaux.

➤ **Convention d'affrètement des services de transports départementaux pour la desserte interne du PTU de l'A.M.E.**

Cette convention comprend des clauses, notamment financières, ayant un impact sur la DSP. C'est pourquoi il convient de la transférer à la Région au 1<sup>er</sup> septembre 2017, le Département la conservant entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 août 2017.

Toute modification ou résiliation de la présente convention ne pourra intervenir sur décision du Département qu'après accord express de la Région.

➤ **Convention relative aux modalités de coordination et de coopération technique et financière avec l'Agglo**

Cette convention intègre des clauses ayant trait à la fois au transport scolaire et au transport interurbain directement liées à l'exécution de la DSP. C'est pourquoi il convient de la transférer à la Région au 1<sup>er</sup> septembre 2017, le Département la conservant entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 août 2017.

Toute modification ou résiliation de la présente convention ne pourra intervenir sur décision du Département qu'après accord express de la Région.

### **ARTICLE 13 : RELATIONS AVEC LES USAGERS DES SERVICES DE TRANSPORT**

Le Département est chargé, pour le compte de la Région, de la gestion de proximité et des relations avec les usagers et leurs associations représentatives.

A ce titre il collecte les requêtes des usagers et examine les conditions de leur satisfaction. Il traite dans les mêmes conditions les requêtes transmises par la Région à laquelle il transmet sa réponse.

Il prend les décisions dont l'effet est immédiat et qui n'emportent pas d'incidences sur l'exploitation du service après la fin de la délégation de la compétence, ni la responsabilité de la Région.

Il soumet pour arbitrage à la Région des propositions de décision, lorsque les effets se poursuivront au-delà du 31 août 2017 ou en cas de point majeur notamment impliquant la responsabilité de la Région. Il la tient informée des éléments utiles et pouvant se révéler stratégiques au titre de la compétence régionale.

En outre, le Département prend toutes les dispositions nécessaires pour respecter les règles applicables en matière de traitement informatisé contenant des données individuelles, s'agissant des usagers des services de transport. Il se charge d'informer ces usagers du transfert à la Région des données concernées au terme de la présente convention.

### **ARTICLE 14 : COMMUNICATION**

Le Département maintient les actions de communication entreprises dans le domaine du transport interurbain pendant toute la durée de la présente convention.

Le Département s'engage à mentionner sur les supports de communication, à l'exclusion de la livrée des véhicules, le changement d'Autorité Organisatrice à l'horizon de septembre 2017.

### **ARTICLE 15: RESPONSABILITE DES PARTIES**

Pendant toute la durée de la délégation, le département exerce les compétences visées à l'article 2 au nom et pour le compte de la Région.

L'action du département engagera juridiquement la région, à compter du 1er janvier 2017, et c'est donc la responsabilité de cette dernière qui pourra être recherchée.

Cependant la responsabilité du département pourra être directement recherchée et exonèrera la responsabilité de la Région dans les cas suivants :

- dans l'hypothèse où le département se serait rendu coupable d'une faute (délict ou quasi-délict c'est-à-dire faute d'imprudence ou de négligence) ;
- dans l'hypothèse où il aurait agi en dépassement des limites de la présente convention ;
- dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté les clauses de la présente convention.

### **ARTICLE 16 : ASSURANCES**

Le Département, en tant que délégataire de la compétence de transport routier interurbain, souscrit les assurances couvrant sa responsabilité civile, administrative et pénale.

### **ARTICLE 17 : ACTIONS CONTENTIEUSES RELATIVES A LA COMPÉTENCE DÉLÉGUÉE MENEES OU DEFENDUES PAR LE DEPARTEMENT**

Si la responsabilité de la Région au titre de la compétence déléguée à l'article 2 devait être recherchée devant les tribunaux ou par voie transactionnelle, le Département s'engage à fournir à la Région tous les documents dont elle pourrait avoir besoin pour organiser sa défense.

### **ARTICLE 18 : REGLEMENT DES LITIGES**

Les parties à la délégation s'engagent à tenter de régler à l'amiable les différends susceptibles de naître à l'occasion de l'exécution de la présente convention. Au besoin, un expert pourra être désigné d'un commun accord entre les parties pour conduire la conciliation.

En l'absence d'une résolution amiable du litige opposant les parties, les litiges susceptibles de perdurer à l'occasion de l'exécution de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif d'Orléans.

Fait à [...]

Le

(en deux originaux)

Pour la Région Centre- Val de Loire  
Le Président,

Pour le Département du Loiret  
Le Président,

François BONNEAU

Hugues SAURY